



Art et Héritance ASBL – COMMUNIQUÉ

Analyse et opinion (23.05.2024)

Le Musée Royal de l'Armée à nouveau en grand danger – un précédent

En 2017, l'association sans but lucratif Art & Héritance avait été la première association, avec le Comité Tervueren-Montgomery (association de riverains), à se mobiliser contre le démantèlement des deux Salles historiques du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire (MRA) ; deux salles situées dans les salles courbes qui constituent le cœur et l'identité historiques du musée. A l'époque, c'est la « modernisation » de ces joyaux en termes de scénographies typiques de l'esprit encyclopédique du 19^e siècle, qui avait été invoquée.

Un dossier avait été élaboré et une procédure de classement avait été lancée par l'ASBL Art & Héritance (via l'asbl Pétitions-Patrimoine, alors seule habilitée administrativement à introduire de tels dossiers) auprès de la Région Bruxelles-Capitale (Urban) qui avait eu également à cœur, avec le soutien de son Ministre-Président de l'époque, Rudi Vervoort et de la Commission royale des Monuments et Sites, de porter et de défendre ce dossier. Un colloque international avait été organisé en urgence, en janvier 2018 (www.artheritage.be) et une carte blanche avait été publiée par son Conseil d'Administration (<https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/pourquoi-classer-les-salles-historiques-du-musee-royal-de-l-armee/10121336.html>) ; le tout aboutissant au classement de ces salles (classement remis en question – mais tel n'est pas notre propos aujourd'hui).

Quant au Comité Tervueren-Montgomery (<https://tervueren-montgomery.eu>), il avait réussi la prouesse de collecter 36.137 signatures de soutien au classement (un record absolu en matière de musées et de patrimoine en général).

Une sérieuse menace se fait à nouveau jour aujourd'hui pour le Musée royal de l'Armée, concernant sa partie la plus contemporaine de notre Histoire commune, qu'elle soit belge ou européenne, au travers du *masterplan* pour la revalorisation du site du Cinquantenaire.

Le Bicentenaire et son Pôle Cinquantenaire : pour un bon usage de l'Histoire et de la société civile

Le 17 mai 2024, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le *masterplan* proposé par l'ASBL Horizon 50/200 en charge de la revalorisation du site du Cinquantenaire ; site choisi pour abriter les célébrations du Bicentenaire de la Belgique en 2030. Il s'agit notamment de créer un espace d'accueil et d'exposition au sein du Musée royal de l'Armée (MRA), de relier ledit MRA aux Musées Royaux d'Art et d'Histoire (MRAH) – tous deux établissements scientifiques fédéraux – via les hémicycles et le haut des arcades de l'arc de triomphe ainsi que de créer des espaces souterrains.

Le MRA s'avère le grand perdant de l'opération projetée puisqu'il se trouverait amputé de salles d'exposition, d'une réserve centrale et d'autres espaces intimement liés, c.-à-d. de 40% de sa surface actuelle¹.

Ce projet est porté par le Secrétaire d'Etat, Thomas Dermine, en charge des musées fédéraux (sauf, précisément, du Musée royal de l'Armée qui relève de la Ministre Dedonder de la Défense – cette dernière étant très étrangement absente de la médiatisation actuelle du projet) et de la Ministre Karine Lalieux, en charge de Beliris.

Ce projet nouveau s'avère problématique, voire insolite, à plusieurs égards.

D'abord, il y a le timing : faire passer au gouvernement fédéral un tel projet doté d'un budget de 88,6 Mios d'euros (160 Mios annoncés au total) est inusité en période pré-électorale : l'esprit président à la période d'affaires courantes (qui se joue ici à quelques jours près) est tout à fait inhabituel puisque le Parlement n'a pu effectuer son contrôle – qui aurait été nécessaire comme on le verra ci-après.

Ensuite, il y a le volet institutionnel. Le projet est l'œuvre d'une ASBL très spéciale, créée en 2022 par un tour de passe-passe juridique, en transformant l'association en charge de la promotion des activités des (seuls) MRAH en une nouvelle, ayant un objet (l'ensemble du site du Cinquantenaire) et des membres radicalement différents : n'y siègent que des hommes politiques, quelques hauts représentants d'administrations et, en pure théorie, les directeurs des institutions scientifiques présentes sur le site. On peut légitimement s'interroger sur la légitimité d'une telle ASBL regroupant des ministres : n'est-ce pas une manière de créer et poursuivre en quelque sorte un cabinet ministériel « underground » pendant les élections et après ? En outre, la presse a révélé en février 2024 que M. Bruno Van Lierde, en est devenu le nouveau président mais rien n'est paru au Moniteur belge à ce jour. La bonne gouvernance et le respect des formes légales (qui devraient être exemplaires vu les implications ministérielles) ne semblent pas au rendez-vous.

Troisième élément : l'économie générale – dans les deux sens du terme - du projet pose de réelles questions. D'abord sur le contenu : on peut très difficilement comprendre comment le monde politique veut supprimer l'exposition permanente 1939-1945 (Seconde Guerre mondiale) du hall Bordiau du MRA ; exposition qui dresse un véritable panorama international du conflit, tant du point de vue militaire que du point de vue politique et sociétal (dont notamment la Résistance et la Shoah) alors que les mêmes politiques ne cessent, par ailleurs, d'affirmer vouloir lutter contre les mouvements ou partis extrêmes qui ressuscitent ou prolongent les idéologies communistes ou d'extrême droite. Pour quelle raison faudrait-il supprimer cette exposition permanente qui explique les faits historiques qui sont à la source même de la guerre actuelle en Ukraine (le musée dispose de la première collection mondiale sur ce pays), des tensions entre les pays baltes (riches collections également) et la Russie (collection extraordinaire) ou encore, du conflit en Géorgie ? Le Bicentenaire serait-il l'occasion de capituler d'ores et déjà devant ces forces non-démocratiques en substituant à un parcours formatif et de devoir de mémoire, des activités purement récréatives (la guinguette récemment installée devant les arcades est présentée comme un avant-goût du Bicentenaire) ou des futures expositions dont les thématiques et objectifs demeurent à ce jour fort nébuleux ?

¹ Expo 1939-1945 (mezzanines du hall Bordiau) : 4.000 m², Rez-de-chaussée du hall Bordiau : 3.000 m², Cedoc : 3.000 m², Réserve centrale : 2.500 m², « Massifs » ou blocs (bureaux, ateliers et réserves aux coins du hall Bordiau) : 2.500 m² = 15.000 m² pour l'ensemble du complexe Bordiau. En effet, il n'est pas possible de dissocier, en raison d'un accès unique et sécurisé (en raison de l'entreposage des armes à feu notamment), les locaux en sous-sol de ceux situés au rez-de-chaussée. A ces surfaces, il faut ajouter celle occupée par l'exposition « Empire » aux « Arcades » : 1.250 m² (futur restaurant dans le *masterplan*), soit un total de 15.000 m² à déménager pour les festivités. Le Musée, dans son ensemble, comporte 38.000 m².

Pour le Bicentenaire, n'aurait-on pas plutôt pu penser, p. ex., à créer un espace au rez-de-chaussée du hall Bordiau (toujours laissé libre pour y monter les expositions temporaires) en lien avec la thématique du musée - au lieu de vouloir occulter sa fonction qui est d'éclairer sur les conflits - qui ferait précisément le lien entre l'exposition 39-45 et les plus fortes préoccupations engendrées par la guerre en Europe (ou, espérons-le, d'ici-là, après celle-ci ?), en « collant » ainsi à l'actualité et au redéploiement d'une OTAN plus européenne ? Une chose est sûre : ce n'est pas en occultant par des festivités sans valeur ajoutée et en ruinant des outils pédagogiques nécessaires et véritablement uniques, au cœur des enjeux européens, qu'on pourra crédibiliser la Belgique au niveau international – et national.

La suppression de l'exposition permanente 39-45, déclarée de niveau international par l'ICOMAM², au motif que les musées du Cinquantenaire devraient être modernisés n'est pas sérieuse pour le Hall Bordiau, puisque cette exposition 39-45 a été inaugurée en 2019 et 2010, avec une muséographie moderne, dotée d'outils multimédia.

Le *masterplan* a apparemment été monté sans une analyse approfondie et sans réaliser que l'occupation d'un espace d'accueil et d'une exposition de toute autre nature (sur « l'innovation et la Belgique » semble-t-il) impliquerait une suppression de l'accès aux réserves et au Centre de documentation et des archives, notamment pour des raisons de sécurité vu la configuration des lieux et la nature du matériel. Cela entraîne qu'il faudra aussi vider ces espaces nécessaires à la gestion du musée. Mais rien ne paraît figurer au projet qui prévoirait (et budgétiserait) le transfert de ces collections et leur stockage dans un autre lieu, puis leur rapatriement – des opérations toujours onéreuses.

A ce propos, nous avançons l'idée d'installer les réserves souterraines – du MRA et des MRAH, toujours en manque d'espaces d'entreposage pour les collections mais aussi pour le matériel scénographique - dans l'un des nombreux bâtiments désertés par l'Union européenne dans le quartier éponyme et que Beliris pourrait racheter ; la préservation des collections participant du rayonnement de la Région Bruxelles-Capitale... Ne serait-ce pas là une belle solution structurelle à long terme à l'occasion du Bicentenaire permettant à nos musées de se redéployer (en leur donnant l'opportunité de mieux conserver encore les collections tout en permettant, p. ex., des réserves partiellement accessibles) et leur de se recentrer pleinement sur leurs missions éducatives ?

Le parcours prévu pour relier les deux musées implique également le démantèlement des collections de référence relatives à l'Empire – qui seraient remplacées par un restaurant - alors que notre pays a une histoire très particulière comme en témoignent les nombreux autres musées, cercles d'étude et groupes folkloriques liés à Napoléon. Enfin, dans ce volet relatif aux collections, tout conservateur de musée sait qu'un tel projet constituerait un risque très élevé en facilitant la circulation et les vols subséquents ; la question de la sécurité et du contrôle du parcours des visiteurs constituant pourtant une donnée impérieuse, sans compter celle de probables flux de variations climatiques, nuisibles à la conservation physique des collections.

Quatrième élément : cela n'apparaît guère souhaitable davantage du point de vue budgétaire : on jetterait aux orties les 7,7 Mios d'euros dépensés pour installer l'exposition 39-45 (dont 200.000 € de la Loterie nationale grâce à la SRAMA – Société des Amis du musée) pour dépenser 5,2 Mios en vue de la démanteler et créer une nouvelle exposition qui serait ensuite à nouveau démontée pour devoir recréer l'exposition disparue (mais sans qu'aucun euro ne soit prévu pour cela...).

² ICOMAM : International Committee for Museums and Collections of Arms and Military History, membre de l'ICOM (International Council of Museums).

Et on ne parle pas encore des réserves et de leurs 14.000 objets dont l'accès et l'étude seraient aussi sacrifiés sur l'autel du divertissement, certes assorti de quelques expositions mais dont le contenu réel reste indéfini actuellement. Le scénario de la relocalisation d'un total de 45.000 pièces (soit un bon tiers de l'ensemble des collections !) est inconnu, à moins qu'il s'agisse du prélude à un scénario caché de dépeçage en règle du musée, par une « décentralisation » des collections en Flandre et en Wallonie...

Dans tous les cas, l'absence de prévision budgétaire est évidente et gageons que les chiffres pour rendre au musée ses collections après les festivités devraient donner le tournis...

En termes de gouvernance financière, on peut aussi s'interroger sur le conflit d'intérêt qui se fait jour dès à présent ; le nouveau président d'Horizon 50/200 étant en même temps le président de la S.A. Tempora, réalisatrice d'expositions qui a déjà marqué un intérêt appuyé pour le Hall Bordiau, par plusieurs visites de l'équipe. L'inspection des Finances, pourtant membre de droit de l'ASBL, n'aurait-elle rien à dire ?

Quant à l'argument du mauvais état du hall, il n'est pas davantage étayé : la rénovation de 1983 est en effet la dernière réalisée pour les 3 musées situés sur le site du Cinquantenaire (avec Autoworld, musée privé, épargné par le projet actuel).

Enfin, ce dossier apparaît être mené en dépit de l'évolution et des aspirations des différents segments de la population (et du personnel muséal dont la mission scientifique devrait être confortée en l'associant enfin à ce projet) pour davantage de consultation et de co-construction – processus qu'avait pourtant, de façon fort opportune, mené Paul Dujardin, le prédécesseur de l'actuel responsable d'Horizon 50/200, en entamant une série de consultations des parties prenantes. Devons-nous vraiment dupliquer le modèle d'organisation de 1880 (date du cinquantenaire) ou bien se mettre en accord avec notre temps - et le niveau d'instruction et d'implication citoyenne ? Inclure plutôt qu'exclure, comme stipulé d'ailleurs dans les statuts de l'ASBL : il serait plus que temps de se retrousser les manches. Le tissu social – des breakdancers aux riverains, des associations patriotiques et muséales aux visiteurs et joggeurs du parc – est prêt à ouvrir un dialogue constructif pour une nouvelle « concorde du Bicentenaire » avec les organisateurs, à condition que les valeurs (et aussi, le bon sens budgétaire), mis à mal à l'heure actuelle, puissent être pris en compte ...

Le Conseil d'administration

d'Art & Héritance ASBL

Contact : info@artheritance.be